

# MIGRATIONS ET DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES UN MALENTENDU IGNORE Revisiter les approches



Cette note n'est pas la présentation d'un projet. Elle reprend les résultats d'une évaluation menée il y a quelques années en France et dans la « Région des trois frontières » (Mali, Mauritanie, Sénégal) sur la relation Migration - Développement. Les éléments réunis depuis corroborent ses résultats qui conduisent à revisiter les relations entre les deux composantes de ce couple.

L'étude-bilan de 30 ans d'accompagnement du GRDR date de 1999-2000. La structure a évolué depuis en prenant en compte ces recommandations, pour tendre vers une approche globale de l'espace migratoire où les migrants ont le choix d'être présents ici et là-bas. La note développée ici reprend les fondements de l'évolution du GRDR depuis 10 ans, un changement de position pas toujours intégré dans la lecture faite actuellement en France sur le rôle des migrants par rapport au développement.

## QUELQUES RÉFÉRENCES DE DÉPART

La migration n'est pas seulement un phénomène de départ et d'éloignement ou une pratique liée à des us et coutumes. Elle est une réponse que des communautés se donnent pour résoudre un problème interne qu'elles ne sauraient juguler sans un recours à l'extériorité. Entre ceux qui partent et ceux qui restent, la question du lien et de l'instrumentalisation de ce lien à des fins de reproduction matérielle est récurrente. Liée aux sécheresses successives, la migration avait pour objet premier de subvenir aux besoins fondamentaux des familles ; aujourd'hui et depuis une vingtaine d'années les départs et les modalités d'insertion en France se font dans des contextes qui ont beaucoup évolué.

Dans la région des trois frontières, la généralisation du numéraire et la multiplication des besoins modifient le rapport et le discours sur les départs. En France, le regroupement familial et l'accroissement de la migration féminine changent la hiérarchie des priorités des migrants pour leurs choix financiers ; la dissociation grande famille / ménage introduit de nouveaux comportements.

## DANS LA RÉGION DES TROIS FRONTIÈRES, LA PARTICIPATION DES MIGRANTS AU DÉVELOPPEMENT, UN MALENTENDU CULTUREL

L'un des éléments qui rend problématique l'articulation entre migration et développement est le malentendu qui existe depuis l'origine entre les différents partenaires du développement (Etat, ONG, etc.) et les sociétés locales. Ce décalage de conception est le produit d'approches portées par les partenaires institutionnels pour qui le migrant n'était pas seulement un travailleur au service de la survie de sa famille mais aussi un militant du développement.

Le contrat moral entre migrants et villageois sur l'objet de la migration est établi sur la base de références portant principalement sur la satisfaction des besoins de base de la famille, non sur le développement des territoires. Pourquoi sont-ils partis ? Est-ce pour développer leur village, leurs communautés rurales ou pour subvenir aux besoins de leurs familles ? Dans aucun des entretiens menés en France comme dans la « Région des trois frontières » pour conduire l'étude « Migration et Développement » (GRDR/ F3E), il n'a été mentionné pour les motivations de départ : le développement du village, de la communauté rurale, du territoire.

Un des responsables du Réseau Fouta montrait la distance qui sépare les associations de base à vocation de développement et les migrants :

« Ici les migrants ont directement des rapports avec leurs familles, mais pas avec les organisations de base. Ils n'ont pas confiance en elles. Les migrants ne s'occupent que de leurs familles et ils ne s'intéressent pas aux activités de développement. Ils ne s'investissent pas dans les activités qui génèrent des ressources, des emplois ».

Les politiques de décentralisation au Mali, Mauritanie et Sénégal rendent aujourd'hui plus difficiles encore la participation des migrants au développement de leur territoire en reconfigurant les territoires de référence :

- par l'intégration des villages dans des dynamiques territorialement élargies qui réduisent la place de la relation migrants/villageois comme facteur de développement ;
- en faisant des communes et des régions des relais d'impulsion du développement local.

Dans le bassin du Fleuve Sénégal, les organisations d'appui aux migrants sont ainsi passées d'une situation de quasi-monopole à une situation où elles interviennent dans un contexte multipartenarial voire concurrentiel.

Ces dynamiques locales interviennent dans une période où les conditions de vie et les ressources financières des migrants sont de plus en plus orientées vers leurs projets individuel d'insertion dans la société française qui s'accompagne d'une baisse tendancielle des transferts d'argent. Aussi, la reconnaissance de la place des migrants comme acteur du développement de leur territoire d'origine est-elle non seulement faible mais se trouve-t-elle minorée.

## EN FRANCE, UNE VOLONTÉ D'INSERTION

Le pendant de cette situation se constate en France. L'institution du regroupement familial et l'ancrage des familles dans la société française, plus encore les demandes sociales des jeunes dits de la deuxième génération, ont introduit des obligations et des charges incompressibles pour les familles de migrants (frais de scolarité, cotisations sociales diverses, frais d'équipements, charges locatives, etc.). Elles limitent la marge de participation des migrants à la formation du capital solidaire dévolue aux villages d'origine.

Cette évolution est fortement le fait des femmes qui cherchent à limiter à des niveaux supportables les solidarités villageoises par rapport au budget familial. L'émergence des familles de migrants place ainsi la relation personnalisée migrant / village en concurrence avec la satisfaction des besoins familiaux en France.

Il y a 20 ans un migrant décrivait sa venue en France « *pour reprendre ce que mon père avait commencé : c'est-à-dire l'entretien de la famille [élargie] lorsqu'il partait à la retraite en France. Je suis l'aîné de la famille et je suis le seul à travailler. Ils sont une trentaine et j'ai le contrat moral au moins de les nourrir* ».

Aujourd'hui, un migrant de la génération suivante vit sa situation différemment. « *Je me compare à des collègues français à salaires équivalents ils arrivent à finaliser des projets individuels. Je leur ai dit que j'habitais en foyer, ils me prenaient pour un fou.* »

## QUELS ENJEUX POUR LES PRATIQUES DE COOPÉRATION ?

L'émergence des jeunes dits de la «deuxième génération» comme les nouveaux arrivants déplacent les approches à développer. Leur revendication d'insertion dans la cité et leur refus de la référence au foyer, qu'ils vivent comme une marginalisation, soulignent des changements socioculturels profonds. Ce phénomène souligne deux données :

- le village n'est plus le modèle de référence exclusif du monde migrant. Les jeunes issus de la migration disposent de références culturelles autres que celles de leurs parents et ont une propension à s'investir dans de nouveaux espaces de sociabilité plus centrés sur ce qu'il est convenu d'appeler les «cultures urbaines».
- l'expression de demandes plus liées à la citoyenneté, aux droits, au pouvoir d'achat, à l'accès à l'emploi, à l'échec scolaire, à l'insertion, etc. prend le dessus sur les modes classiques de solidarité avec le village d'origine, même si des initiatives sont prises dans pour entretenir un lien solidaire avec lui.

### Dépasser «l'identité fondée sur le pays d'origine»

L'univers de la cité est multiculturel, les pratiques de coopération doivent prendre en compte ce fait. L'élargissement de l'espace de solidarité doit s'étendre à toutes les communautés et en faisant un acte citoyen et transethnique. C'est le travail avec les associations de quartier, les collectivités locales, les organisations à vocation culturelle... qui permettront de dépasser les organisations fondées sur une identité territoriale dont la force de mobilisation est aujourd'hui plus déclarative que réelle.

### Ne pas vouloir travailler avec tous les migrants

Il n'y a pas une population de migrants mais des populations d'émigrés originaires de la région du fleuve. On ne peut plus parler des migrants de façon indifférenciée. Déjà, tous n'ont pas le même niveau d'implication dans l'appui à la famille et aux villages d'origine et leur stratégie d'insertion dans le pays d'accueil n'est pas uniforme. A fortiori dans l'avenir.

Il est probable qu'à terme il sera plus pertinent de travailler avec les groupes de migrants les plus motivés et d'orienter vers d'autres lieux de solidarité les immigrés qui ne veulent conserver qu'un lien ténu avec leur village ou région d'origine.

## LOCALISATION

RÉGION DES 3 FRONTIÈRES

